2
Bureau
Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 15 mars 1954, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant dispenses de certaines épreuves ou parties d'épreuves en faveur des agents de l'Etat autorisés à accepter des fonctions publiques dans la Colonie", a donné le 25 mars 1954 l'avis suivant :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 15e Maart 1954 door de Eerste-Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende vrijstelling van sommige examens of examengedeelten ten gunste van de Rijksambtenaren die gemachtigd werden openbare functiën in de Kolonie aan te nemen", heeft de 25e Maart 1954 het volgend advies gegeven :

De Raad van State stelt voor een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

ARRETE ROYAL DISPENSANT, EN TOUT OU EN PARTIE, DE CERTAINES EPREUVES D'ACCESSION ET D'AVANCEMENT LES AGENTS DE L'ETAT QUI ONT ETE AUTORISES A EXERCER DES FONCTIONS PUBLIQUES DANS LA COLONIE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'article 33, § 1er, de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge, modifié par la loi du 18 mai 1929;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, et les arrêtés qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté royal du 20 janvier 1939 déterminant le fonctionnement et les attributions du Secrétariat permanent au recrutement, notamment l'article 28;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signalement et l'avancement des agents de l'Etat, et les arrêtés qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté du Régent du 23 juin 1948 relatif à l'examen de sous-chef de bureau, modifié par l'arrêté royal du 21 décembre 1951;

Considérant que les agents ... de fonctions administratives métropolitaines;

.../...

Considérant que dans le but ... ;

Considérant qu'à cet effet ... ;

Considérant que ces avantages ne pourraient néanmoins avoir pour effet de dispenser les agents précités des autres conditions statutaires requises soit pour l'avancement de grade, soit pour l'accession à une catégorie supérieure, ni de méconnaître les règles relatives à la rentrée en activité de service de ces agents lors de leur retour définitif dans la métropole, en particulier l'article 10 de l'arrêté royal du 30 mars 1939 relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat;

Vu l'avis du Comité interdépartemental de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Lorsqu'ils sont autorisés à faire valoir leurs droits à l'avancement en vertu de l'article 33, § 1er, de la loi du 18 octobre 1908, modifié par la loi du 18 mai 1929, les agents définitifs de l'Etat bénéficient, à leur demande, des dispenses prévues au présent arrêté si, après avoir acquis la qualité d'agent de l'Etat, ils ont accompli à la Colonie,

.../...

en qualité d'agent de l'Administration d'Afrique, au moins trois périodes de services effectifs ou, en cas d'abandon de la Colonie pour motif de santé, au moins cinq années de services effectifs.

Ces dispenses ne sont pas accordées pour les épreuves ou parties d'épreuves portant uniquement sur des matières spécialisées en rapport avec le caractère technique de certaines fonctions. La liste de ces fonctions est établie par chaque ministre, en accord avec le secrétaire permanent au recrutement.

Article 2.-

Les agents qui appartiennent ou ont appartenu au moins à la 4ème catégorie des agents de l'Administration d'Afrique, en tant que porteurs d'un des diplômes ou certificats requis des candidats aux fonctions de la 2ème catégorie des agents de l'Etat, sont dispensés, à leur demande, du concours d'accession à la 2ème catégorie des agents de l'Etat s'ils réunissent les autres conditions statutaires requises pour accéder à cette catégorie.

Ils sont nommés au grade de début de la 2ème catégorie pour lequel ils font valoir leurs droits à l'avancement, à la date à laquelle ils l'auraient été lors de la première vacance d'un emploi correspondant à ce grade, vacance ayant donné lieu à un concours d'accession auquel ils auraient eu le droit de participer. Ils prennent rang à cette même date tant pour l'avancement de grade que pour l'avancement de traitement.

.../...

Article 3.-

Les agents qui appartiennent ou ont appartenu au moins à la 4ème catégorie des agents de l'Administration d'Afrique, sans être porteurs d'un des diplômes ou certificats requis des candidats aux fonctions de la 2ème catégorie des agents de l'Etat, sont dispensés à leur demande, lors de leur participation éventuelle à un concours d'accession à la 2ème catégorie des agents de l'Etat, de l'épreuve écrite et de l'épreuve orale portant sur la formation générale des candidats, s'ils réunissent les autres conditions statutaires requises pour accéder à cette catégorie. En outre, pour ces agents, l'épreuve portant sur des matières déterminées a uniquement trait à leurs aptitudes professionnelles et aux connaissances choisies d'après le caractère des fonctions à remplir.

Les points qu'ils obtiennent pour cette épreuve sont ramenés au dénominateur utilisé pour le classement général des candidats du concours auquel ils ont effectivement participé ou, dans les hypothèses prévues ci-après, du concours auquel ils sont censés avoir participé.

Si des concours de même nature, auxquels ils auraient eu le droit de participer, ont eu lieu pendant leur absence, ils sont censés avoir participé au premier de ces concours. Si la cotation prévue à l'alinéa 2 ne les classe pas en ordre utile dans ce premier concours auquel ils sont censés avoir participé, ils peuvent prendre part à un concours ultérieur de même nature en vue de leur classement éventuel parmi les candidats du deuxième concours organisé en leur absence, et ainsi de suite.

.../...

Dans les hypothèses prévues à l'alinéa 3, lorsqu'ils sont classés en ordre putile, ils sont nommés au grade pour lequel ils ont concouru, à la date à laquelle ils l'auraient été s'ils avaient participé effectivement au concours pour lequel ils se sont classés. Ils prennent rang à cette même date tant pour l'avancement de grade que pour l'avancement de traitement.

Article 4.-

Les agents qui appartiennent ou ont appartenu au moins à la 3ème catégorie des agents de l'Administration d'Afrique et qui font valoir leurs droits à l'avancement au grade de sous-chef de bureau ou à un grade assimilé sont dispensés, à leur demande, de toute épreuve d'avancement à ce grade, s'ils réunissent les autres conditions statutaires requises.

Ils sont nommés à ce grade à la date à laquelle ils l'auraient été, compte tenu de leur classement pour l'avancement de grade, s'ils n'avaient pas quitté l'Administration métropolitaine. Ils prennent rang à cette même date, tant pour l'avancement de grade que pour l'avancement de traitement.

Article 5.-

Les agents qui appartiennent ou ont appartenu au moins à la 2ème catégorie des agents de l'Administration d'Afrique sont dispensés, à leur demande, lors de leur participation éventuelle à un concours d'accession à la 1ère catégorie des agents de l'Etat,

.../...

de l'épreuve écrite et de l'épreuve orale portant sur la formation générale des candidats, s'ils réunissent les autres conditions statutaires requises pour accéder à cette catégorie.

Les points qu'ils obtiennent pour l'épreuve qu'ils subissent, sont ramenés au dénominateur utilisé pour le classement général des candidats du concours auquel ils ont effectivement participé ou, dans les hypothèses prévues à l'article 3, alinéa 3, du concours auquel ils sont censés avoir participé.

Les dispositions de l'article 3, alinéas 3 et 4, leur sont applicables.

Article 6.-

Nos ministressont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Premier Ministre,

KONINKLIJK BESLUIT WAARBIJ DE RIJKSAMBTENAREN DIE GEMACHTIGD WERDEN EEN OPENBAAR AMBT IN DE KOLONIE UIT TE OEFENEN, GEHEEL OF GEDEELTELIJK VAN SOMMIGE OVERGANGS- EN BEVORDERINGSEXAMENS WORDEN VRIJGESTELD.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op artikel 33, § 1, van de wet van 18 October 1908 op het gouvernement van Belgisch-Congo, gewijzigd bij de wet van 18 Mei 1929;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, en op de besluiten waarbij het is gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 Januari 1939 houdende vaststelling van de werking en de bevoegdheid van het Vast Wervingssecretariaat, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 Augustus 1939 betreffende het signalement en de bevordering van het Rijkspersoneel, en op de besluiten waarbij het is gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regent van 23 Juni 1948 betreffende het examen voor onderbureelhoofd, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 December 1951;

.../...

Overwegende dat de Rijksambtenaren, die bij het bestuur in Afrika werkzaam zijn, aldaar de nodige ervaring kunnen opdoen voor het uitoefenen van administratieve ambten in het moederland;

Overwegende dat om deze ervaring te erkennen en om de aanspraken op bevordering tot een hogere graad welke deze ambtenaren bezitten op een doeltreffende wijze te vrijwaren, rekening dient te worden gehouden met de bevorderingsexamens waarvoor zij in de Kolonie mochten zijn geslaagd;

Overwegende dat het daartoe en onder inachtneming van bepaalde voorwaarden, aangewezen is, deze ambtenaren vrij te stellen van sommige examens of examengedeelten die aan het Rijkspersoneel worden opgelegd;

Overwegende dat deze voordelen nochtans niet voor gevolg zouden mogen hebben, voornoemde ambtenaren te ontslaan van de overige statutaire vereisten welke, hetzij voor de bevordering tot een hogere graad, hetzij voor de overgang naar een hogere categorie worden gesteld, en evenmin mogen leiden tot miskenning van de regelen inzake wederindiensttreding van deze ambtenaren bij hun definitieve terugkeer in het moederland, en meer bepaald van artikel 10 van het koninklijk besluit van 30 Maart 1939 betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel;

Gelet op het advies van de Interdepartementale Syndicale Raad van advies;

Gelet op het advies van de Raad van State;

.../...

Op de voordracht van Onze Eerste-Minister en op het advies van Onze in raad vergaderde ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Wanneer de vaste Rijksambtenaren, krachtens artikel 33, § 1, van de wet van 18 October 1908, gewijzigd bij de wet van 18 Mei 1929, gerechtigd zijn aanspraak te maken op bevordering, dan genieten zij op hun aanvraag de vrijstellingen waarvan sprake in dit besluit, zo zij, na de hoedanigheid van Rijksambtenaar te hebben verkregen, in de Kolonie als lid van het bestuurspersoneel in Afrika ten minste drie perioden van werkelijke dienst of, ingeval zij de Kolonie om gezondheidsredenen hebben verlaten, ten minste vijf jaar werkelijke dienst tellen.

Deze vrijstellingen worden niet toegestaan voor de examens of gedeelten van examens die uitsluitend betrekking hebben op gespecialiseerde vakken in verband met het technisch karakter van bepaalde ambten. De lijst dezer ambten wordt door elke minister in overleg met de vaste wervingssecretaris opgemaakt.

Artikel 2.-

De ambtenaren, die ten minste tot de vierde categorie van het bestuurspersoneel in Afrika behoren of hebben behoord als houder van een der diploma's of getuigschriften vereist van de candidaten voor de betrekkingen der tweede categorie van het Rijkspersoneel worden op hun aanvraag van het vergelijkend examen voor

..../....

overgang naar de tweede categorie van het Rijkspersoneel vrijgesteld, zo zij voldoen aan de overige statutaire vereisten die voor de overgang naar deze categorie zijn gesteld.

Zij worden in de aanvangsgraad van de tweede categorie, waarvoor zij hun aanspraken op bevordering laten gelden, benoemd, op de datum waarop zij het zouden geweest zijn bij de eerste vacature van een met deze graad overeenstemmende betrekking, naar aanleiding van welke vacature een vergelijkend overgangsexamen werd ingericht waaraan zij het recht zouden hebben gehad deel te nemen. Op diezelfde datum nemen zij hun rang in, zowel voor de bevordering tot een hogere graad als voor de bevordering tot een hogere wedde.

Artikel 3.-

De ambtenaren die ten minste tot de vierde categorie van het bestuurspersoneel in Afrika behoren of hebben behoord, doch niet als houder van een der diploma's of getuigschriften vereist van de candidaten voor de betrekkingen der tweede categorie van het Rijkspersoneel, worden bij hun eventuele deelneming aan een vergelijkend examen voor overgang naar de tweede categorie van het Rijkspersoneel, op hun aanvraag vrijgesteld van het schriftelijk en van het mondeling examengedeelte over de algemene vorming der candidaten, zo zij voldoen aan de overige statutaire vereisten die voor de overgang naar deze categorie zijn gesteld. Bovendien heeft voor deze ambtenaren het examengedeelte over bepaalde vakken enkel betrekking op hun beroepsbekwaamheid en op de kennissen gekozen volgens de aard van de te vervullen ambten.

.../...

De punten welke zij voor dit gedeelte behalen,worden herleid tot de noemer aangenomen voor de vaststelling van de algemene rangschikking der candidaten voor het vergelijkend examen waaraan zij werkelijk hebben deelgenomen of, in de hierna genoemde gevallen, voor het vergelijkend examen waaraan zij geacht worden te hebben deelgenomen.

Indien soortgelijke vergelijkende examens, waaraan zij het recht zouden hebben gehad deel te nemen, plaats hebben gehad gedurende hun afwezigheid, worden zij geacht aan het eerste van deze vergelijkende examens te hebben deelgenomen. Indien de in het tweede lid bedoelde notering hen niet batig heeft gerangschikt voor dit eerste vergelijkend examen waaraan zij geacht worden te hebben deelgenomen, kunnen zij aan een soortgelijk vergelijkend examen van latere datum deelnemen, met het oog op hun eventuele rangschikking onder de candidaten voor het gedurende hun afwezigheid ingerichte tweede vergelijkend examen, en zo voorts.

In de in het derde lid genoemde gevallen worden zij, wanneer zij batig gerangschikt zijn, tot de graad waarnaar zij hebben medegedongen benoemd op de datum waarop zij het zouden geweest zijn, hadden zij werkelijk deelgenomen aan het vergelijkend examen waarin zij zich batig hebben gerangschikt. Op diezelfde datum nemen zij hun rang in, zowel voor de bevordering tot een hogere graad als voor de bevordering tot een hogere wedde.

.../...

Artikel 4.-

De ambtenaren die ten minste tot de derde categorie van het bestuurspersoneel in Afrika behoren of hebben behoord, en die hun aanspraken op bevordering tot de graad van onder-bureauchef of tot een gelijkgestelde graad laten gelden, worden op hun aanvraag van ieder examen voor bevordering tot deze graad vrijgesteld, zo zij aan de overige statutaire vereisten voldoen.

Zij worden tot deze graad benoemd, op de datum waarop zij het zouden zijn geweest met inachtneming van hun rangorde voor de bevordering tot een hogere graad, indien zij het bestuur in het moederland niet hadden verlaten. Op diezelfde datum nemen zij hun rang in, zowel voor de bevordering tot een hogere graad als voor de bevordering tot een hogere wedde.

Artikel 5.-

De ambtenaren die ten minste tot de tweede categorie van het bestuurspersoneel in Afrika behoren of hebben behoord, worden bij hun eventuele deelneming aan een vergelijkend examen voor overgang naar de eerste categorie van het Rijkspersoneel, op hun aanvraag vrijgesteld van het schriftelijk en van het mondeling examengedeelte over de algemene vorming der candidaten zo zij voldoen aan de overige statutaire vereisten die voor de overgang naar deze categorie zijn gesteld.

De punten welke zij behalen in het examengedeelte dat zij afleggen, worden herleid tot de noemer aangenomen voor de vaststelling van de algemene rangschikking der candidaten voor het vergelijkend examen

.../...

waaraan zij werkelijk hebben deelgenomen, of, in de onder artikel 3, derde lid, genoemde gevallen, voor het vergelijkend examen waaraan zij geacht worden te hebben deelgenomen.

Het bepaalde in artikel 3, derde en vierde lid, is op hen van toepassing.

Artikel 6.-

Onze ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN KONINGSWEGE :

De Eerste-Minister,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M.SOMERHAUSEN, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	J.VAUTHIER, G.VAN HECKE,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Premier Ministre.
uitgifte afgeleverd aan de H.Eerste-Minister.

Le 1954.

De 1954.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State.

R.DECKHYN.